

Arrêté N° 2020\_00793\_VDM

**SDI 20/073 – ARRETE DE PERIL GRAVE ET IMMINENT – 4 RUE DE L'OLIVIER – 13005  
 MARSEILLE - PARCELLE N° 205820 H0248**

**Nous, Maire de Marseille,**

**Nous, Maire de Marseille,**

Vu l'article L.2131.1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L.511.1 à L.511.6, ainsi que les articles L.521.1 à L.521.4 du code de la construction et de l'habitation (voir Annexe 1),

Vu les articles R.511.1 à R.511.5 du code de la construction et de l'habitation,

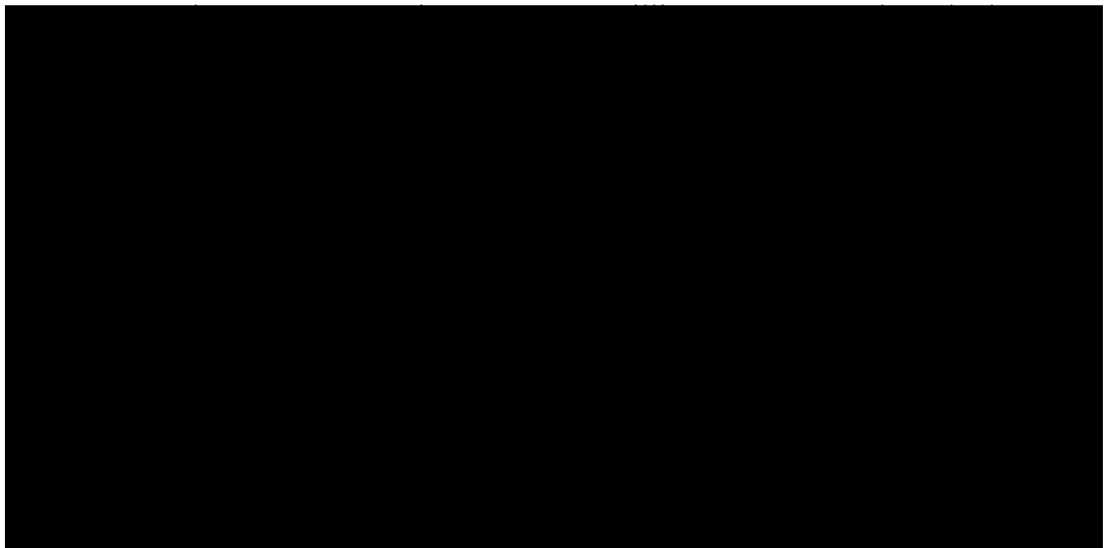
Vu l'article R.556.1 du code de justice administrative,


Vu l'arrêté de délégation de fonction N°14/252/SG du 14 avril 2014, consentie par le Maire à Monsieur Ruas en matière notamment de police des immeubles menaçant ruine et d'insécurité des équipements communs des immeubles collectifs à usage principal d'habitation,

Vu l'arrêté à dire d'expert de péril grave et imminent du 18 mars 2020,

Vu le rapport de visite du 18 mars 2020 de Pascal GUERS, expert désigné par ordonnance de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille sur notre requête,

Considérant l'immeuble sis 4, rue de l'Olivier – 13005 MARSEILLE, parcelle cadastrée n°205820 H0248, quartier Le Camas, appartenant, selon nos informations a ce jour, en copropriété aux personnes listées ci-dessus, ou a leurs ayants droit:



Considérant le syndicat des copropriétaires de cet immeuble, pris en la personne 

Considérant l'avertissement notifié le 13 mars 2020 au syndicat des copropriétaires de cet immeuble, pris en la personne du [REDACTED]

Considérant le rapport susvisé, reconnaissant l'état de péril grave et imminent et constatant les pathologies suivantes :

Façade sur rue :

- Microfissures au droit du linteau, à l'encadrement de la porte d'accès et au-dessus de la fenêtre droite qui la surplombe au premier étage,

Local commercial et maison en fond de parcelle:

- Les travaux de décroisonnement et abattage de parois porteuses ont fragilisés la structure porteuse,
- Une fissure biaise dans le local d'activité est apparue au droit de la fin de la 1ere volée d'escalier,
- On constate sur la partie droite du local, en plafond des traces de dégâts des eaux. Cette localisation correspond en étage aux pièces d'eau (*cuisine et salle d'eau*) et terrasse. La structure du plancher bois du premier étage a pu être impactée par l'humidité,
- Nette corrosion des poutrelles d'armature métalliques du plafond sur voutains sous la terrasse extérieure,
- Des étais ont été disposés afin de palier à la nouvelle redistribution de répartition des charges,
- La parfaite tenue des étais n'est pas assurée. On constate un jeu entre pièces d'étalement et plafond à supporter. La pose en l'état des étais de renfort ne garantit pas la stabilité des éléments devant être supportés. Ainsi la bâtisse de fond de parcelle est en instabilité,
- L'écoulement des eaux de pluies, s'effectue à même sur la terrasse à l'étage, reliant le bâti de fond de parcelle et le logement en R+1,
- L'étanchéité et protection aux intempéries pour le logement situé au premier étage n'est pas assurée,

Appartement au premier étage de l'immeuble :

- Surcharge du plancher en salle d'eau et cuisine à l'aplomb du dispositif d'étalement situé à la partie droite du local d'activité en rez-de-chaussée,
- Traces importantes d'humidité la cuisine et la salle de bain,

Cage d'escaliers de l'immeuble :

- Fissure à hauteur du plancher du premier étage dans la cage d'escalier,
- Diverses dégradations en cloison dû à des infiltrations d'eau,
- La première volée d'escalier voit le décollement en divers points, des carrelages en sol et la fissuration du 1er emmarchement,

Considérant le rapport susvisé, face à l'évolution des désordres constructifs relatifs a cet immeuble, préconisant les mesures suivantes afin d'assurer la sécurité des occupants et du public :

- Évacuation préventive des occupants du logement au premier étage de l'immeuble,
- Couper les fluides (eau - gaz – électricité),
- Evacuer les denrées périssables et les effets personnels des locataires,
- Fermer les volets, et mettre en œuvre les moyens permettant la condamnation de l'accès au logement,

- Interdire l'accès au local d'activité situé en rez de chaussée de l'immeuble,  
Le représentant du Syndicat Des Copropriétaires doit récupérer sous sa responsabilité les clefs des locaux situés au premier étage et rez-de-chaussée, après les avoir fermés afin d'en interdire l'accès,

- Mise en œuvre du parfait confortement de l'étalement existant mis en place, dans la perspective d'assurer la sécurité des acteurs de l'acte de construire en charges des mesures techniques.

- Une étude de structure du plancher du logement situé au premier étage et parois porteuses ou devenues telles en rez-de-chaussée; ce, dans la perspective d'analyser la structure de l'immeuble, diagnostiquer les mouvements en cours et ainsi prendre toutes mesures conservatoires pour la sécurité des personnes et des biens.

Ces travaux seront réalisés sous la direction de l'homme de l'art qui produira une attestation de mise en sécurité, sur avis favorable d'un bureau de contrôle missionné pour la solidité des ouvrages et la sécurité des personnes..

Considérant que, dans le cadre de l'application de l'article L511-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le Maire ne peut ordonner que les mesures provisoires nécessaires pour garantir la sécurité.

## ARRETONS

### Article 1

Le local commercial, la maison en fond de parcelle et l'appartement au premier étage de l'immeuble sis 4, rue de l'Olivier – 13005 MARSEILLE sont interdits à toute occupation et utilisation

Les fluides (eau, gaz, électricité) de ces locaux interdits d'occupation et d'utilisation doivent être neutralisés.

Ces fluides pourront être rétablis à la demande des copropriétaires afin que ceux-ci puissent réaliser les travaux demandés. Néanmoins, ils devront s'assurer sous leur seule responsabilité que la colonne montante soit dissociée de l'alimentation générale afin que le compteur général n'alimente plus locaux interdits de l'immeuble.

### Article 2

Les accès aux locaux interdits de l'immeuble (le local commercial, la maison en fond de parcelle et l'appartement du premier étage) doivent être immédiatement neutralisés par tous les moyens que jugeront utiles les copropriétaires. Ces accès ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

### Article 3

Les copropriétaires doivent prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité publique, en faisant réaliser les travaux nécessaires d'urgence sur les désordres ci-dessus énoncés, sous **7 jours** à dater de la notification du présent arrêté notamment :

- Mise en œuvre du parfait confortement de l'étalement existant mis en place, dans la perspective d'assurer la sécurité des acteurs de l'acte de construire en charges des mesures techniques.

- Une étude de structure du plancher du logement situé au premier étage et parois porteuses ou devenues telles en rez-de-chaussée. Cette étude est à compléter par une analyse globale de la structure de l'immeuble afin de diagnostiquer les mouvements

en cours et ainsi prendre toutes mesures conservatoires pour la sécurité des personnes et des biens.

**Article 4** Sur le rapport d'un homme de l'art (Architecte, Ingénieur, Bureau d'Études Techniques spécialisé, etc.) se prononçant sur la parfaite mise en œuvre des actions prescrites par la commune sur la base du rapport d'expertise sus visé, le Maire prendra acte de la réalisation des travaux de mise en sécurité.

La mainlevée ne sera prononcée qu'après réalisation des travaux mettant fin durablement à tout péril, préconisés dans un rapport établi par un homme de l'Art ( Architecte, Ingénieur, Bureau d'Etude Technique spécialisé....) qui devra attester de leur parfaite exécution.

**Article 5** A défaut pour les copropriétaires ou leurs ayants droit de respecter les injonctions du présent arrêté dans les délais prescrits, la commune pourra procéder d'office à la réalisation desdits travaux, à leurs frais.

La créance résultant de ces travaux est récupérable comme en matière de contributions directes.

**Article 6** Les copropriétaires doivent prendre immédiatement à leur charge l'hébergement des locataires, et ce, jusqu'à réintégration dans les lieux, après réalisation des travaux mettant fin durablement à tout péril. A défaut pour les copropriétaires d'avoir assuré cet hébergement provisoire (ou le relogement définitif), celui-ci sera assumé par la Ville de Marseille, aux frais des copropriétaires défaillants.

**Article 7** Les copropriétaires doivent informer immédiatement la **Direction de la Prévention et Gestion des Risques**, sise 40 avenue Roger Salengro, 13233 MARSEILLE CEDEX 20 (téléphone : 04 91 55 40 79, courriel : suivi-hebergement@marseille.fr), des offres d'hébergement faites aux locataires et des dates prévues d'occupation de ces logements temporaires (date d'entrée et durée prévisionnelle).

**Article 8** Le présent arrêté sera notifié contre pli sous signature au syndicat des copropriétaires pris en la personne du [REDACTED]  
[REDACTED] Celui-ci le transmettra aux propriétaires ayant des obligations d'hébergement, ainsi qu'aux occupants des logements et locaux interdits d'occupation.

**Article 9** Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.

**Article 10** Le présent arrêté sera transmis à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, à la Ville de Marseille, Service de la Mobilité Urbaine, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

**Article 11** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental

de la Sécurité Publique seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 12** Pour appliquer les interdictions prévues aux articles 1 et 3 du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir en tant que besoin, au concours de la force publique.

**Article 13** Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Julien RUAS

Monsieur l'Adjoint délégué au Bataillon de  
Marins-Pompier et à la Prévention et la  
Gestion des Risques Urbains

Signé le : 23 mars 2020

**Article L521-1**

Modifié par Ordonnance n°2005-1566 du 15 décembre 2005 - art. 8 JORF 16 décembre 2005

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L. 511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.

Cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

**Article L521-2**

Modifié par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 94

I.-Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3, à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mesure de police. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II.-Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III.-Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

**Article L521-3-1**

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3 ou de l'article L. 129-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement suroccupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II.-Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

**Article L521-3-2**

Modifié par LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 87

I.-Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 ou de l'article L. 129-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II.-Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le

propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour assurer le logement des occupants, sous réserve des dispositions du III.

III.-Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'aménagement ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV.-Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V.-Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI.-La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

VII.-Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

#### **Article L521-3-3**

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 83

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du II de l'article L. 521-3-2, le représentant de l'Etat dans le département peut user des prérogatives qu'il tient de l'article L. 441-2-3.

Les attributions de logements, en application de l'alinéa précédent, sont prononcées en tenant compte des engagements de l'accord intercommunal ou départemental prévu respectivement aux articles L. 441-1-1 et L. 441-1-2.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants, en application du I ou, le cas échéant, des III ou V de l'article L. 521-3-2, le maire peut désigner ces personnes à un organisme bailleur aux fins qu'il les loge et, en cas de refus du bailleur, procéder à l'attribution d'un logement. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de la commune.

Pour assurer le relogement à titre temporaire ou définitif des occupants en application du III de l'article L. 521-3-2, le président de l'établissement public de coopération intercommunale concerné peut procéder dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Les attributions s'imputent sur les droits à réservation dont il dispose sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le représentant de l'Etat dans le département ou le maire sont réputés avoir satisfait à l'obligation de relogement s'ils ont proposé aux personnes concernées qui, faute d'offre de relogement, occupent des locaux au-delà de la date de prise d'effet de l'interdiction définitive d'habiter, un accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, à titre temporaire dans l'attente d'un relogement définitif.

#### **Article L521-3-4**

Créé par LOI n°2009-323 du 25 mars 2009 - art. 93

Dans les cas prévus à l'article L. 521-1 et aux fins de faciliter l'hébergement des occupants par les propriétaires ou exploitants qui y sont tenus ou, en cas de défaillance de ceux-ci, par les autorités publiques compétentes, tout bailleur ou toute structure d'hébergement, nonobstant toute stipulation contraire, peut conclure avec toute personne, publique ou privée, la convention nécessaire à la mise à disposition de locaux ou logements, à titre d'occupation précaire.

La durée de cette convention d'occupation précaire est limitée et prend fin au plus tard au terme du mois suivant celui de la notification de l'arrêté de mainlevée de la mesure de police qui a justifié l'hébergement ou du constat par l'autorité compétente de la réalisation des mesures prescrites.

Les occupants ayant bénéficié de l'hébergement dans les conditions ci-dessus ne peuvent se prévaloir d'aucun droit au maintien dans les lieux ou à la reconduction de la convention.

En cas de refus de l'occupant hébergé de quitter les lieux à l'échéance de la convention d'occupation précaire et faute pour la personne débitrice de l'obligation d'hébergement d'avoir engagé une action aux fins d'expulsion, le représentant de l'Etat dans le département ou le maire, selon le cas, peut exercer cette action aux frais du propriétaire ou de l'exploitant tenu à l'obligation d'hébergement.

#### **Article L521-4**

Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009 - art. 125

I.-Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

-en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;

-de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;

-de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II.-Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

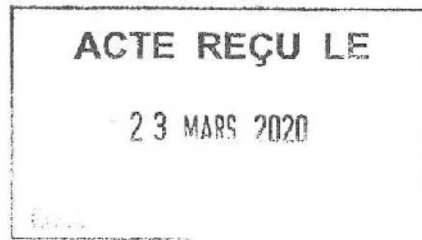
III.-Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal, les peines prévues par les 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

La confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail.

Lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.



**Le Maire**  
Ancien Ministre  
Vice-président honoraire du Sénat



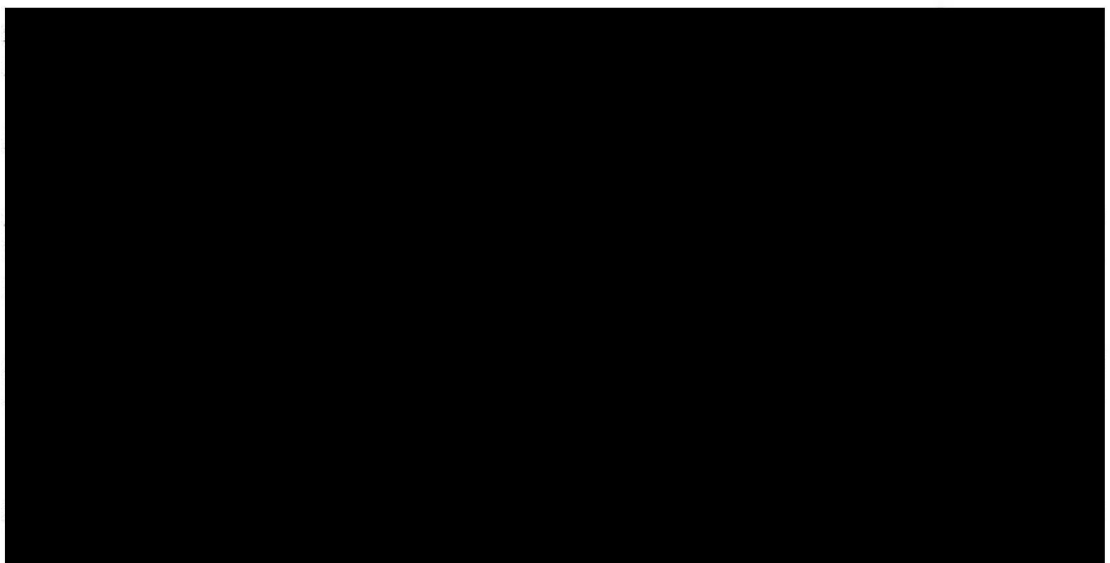
Arrêté N°


**SDI 20/073 – ARRETE DE PERIL GRAVE ET IMMINENT – 4 RUE DE L'OLIVIER –  
13005 MARSEILLE - PARCELLE N° 205820 H0248**

**Nous, Maire de Marseille,**

Vu l'article L.2131.1 du code général des collectivités territoriales,  
Vu les articles L.511.1 à L.511.6, ainsi que les articles L.521.1 à L.521.4 du code de la construction et de l'habitation (voir Annexe 1),  
Vu les articles R.511.1 à R.511.5 du code de la construction et de l'habitation,  
Vu l'article R.556.1 du code de justice administrative,  
Vu l'arrêté de délégation de fonction N°14/252/SG du 14 avril 2014, consentie par le Maire à Monsieur Ruas en matière notamment de police des immeubles menaçant ruine et d'insécurité des équipements communs des immeubles collectifs à usage principal d'habitation,  
Vu l'arrêté à dire d'expert de péril grave et imminent du 18 mars 2020,  
Vu le rapport de visite du 18 mars 2020 de Pascal GUERS, expert désigné par ordonnance de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille sur notre requête,

Considérant l'immeuble sis 4, rue de l'Olivier – 13005 MARSEILLE, parcelle cadastrée n°205820 H0248, quartier Le Camas, appartenant, selon nos informations à ce jour, en copropriété aux personnes listées ci-dessus, ou à leurs ayants droit:



Considérant le syndicat des copropriétaires de cet immeuble, pris en la personne 



Considérant l'avertissement notifié le 13 mars 2020 au syndicat des copropriétaires de cet immeuble, pris en la personne [REDACTED]

Considérant le rapport susvisé, reconnaissant l'état de péril grave et imminent et constatant les pathologies suivantes :

Façade sur rue :

- Microfissures au droit du linteau, à l'encadrement de la porte d'accès et au-dessus de la fenêtre droite qui la surplombe au premier étage,

Local commercial et maison en fond de parcelle:

- Les travaux de décroisement et abattage de parois porteuses ont fragilisé la structure porteuse,
- Une fissure biaise dans le local d'activité est apparue au droit de la fin de la 1ère volée d'escalier,
- On constate sur la partie droite du local, en plafond des traces de dégâts des eaux. Cette localisation correspond en étage aux pièces d'eau (*cuisine et salle d'eau*) et terrasse. La structure du plancher bois du premier étage a pu être impactée par l'humidité,
- Nette corrosion des poutrelles d'armature métalliques du plafond sur voutains sous la terrasse extérieure,
- Des étais ont été disposés afin de palier à la nouvelle redistribution de répartition des charges,
- La parfaite tenue des étais n'est pas assurée. On constate un jeu entre pièces d'étalement et plafond à supporter. La pose en l'état des étais de renfort ne garantit pas la stabilité des éléments devant être supportés. Ainsi la bâtisse de fond de parcelle est en instabilité,
- L'écoulement des eaux de pluies, s'effectue à même sur la terrasse à l'étage, reliant le bâti de fond de parcelle et le logement en R+1,
- L'étanchéité et protection aux intempéries pour le logement situé au premier étage n'est pas assurée.

Appartement au premier étage de l'immeuble :

- Surcharge du plancher en salle d'eau et cuisine à l'aplomb du dispositif d'étalement situé à la partie droite du local d'activité en rez-de-chaussée,
- Traces importantes d'humidité la cuisine et la salle de bain,

Cage d'escaliers de l'immeuble :

- Fissure à hauteur du plancher du premier étage dans la cage d'escalier,
- Diverses dégradations en cloison dû à des infiltrations d'eau,
- La première volée d'escalier voit le décollement en divers points, des carrelages en sol et la fissuration du 1er emmarchement,

Considérant le rapport susvisé, face à l'évolution des désordres constructifs relatifs à cet immeuble, préconisant les mesures suivantes afin d'assurer la sécurité des occupants et du public :

- Évacuation préventive des occupants du logement au premier étage de l'immeuble,
- Couper les fluides (eau - gaz - électricité),
- Evacuer les denrées périssables et les effets personnels des locataires,
- Fermer les volets, et mettre en œuvre les moyens permettant la condamnation de l'accès au logement,

- Interdire l'accès au local d'activité situé en rez de chaussée de l'immeuble,  
Le représentant du Syndicat Des Copropriétaires doit récupérer sous sa responsabilité les clefs des locaux situés au premier étage et rez-de-chaussée, après les avoir fermés afin d'en interdire l'accès,

- Mise en œuvre du parfait confortement de l'étaielement existant mis en place, dans la perspective d'assurer la sécurité des acteurs de l'acte de construire en charges des mesures techniques.

- Une étude de structure du plancher du logement situé au premier étage et parois porteuses ou devenues telles en rez-de-chaussée; ce, dans la perspective d'analyser la structure de l'immeuble, diagnostiquer les mouvements en cours et ainsi prendre toutes mesures conservatoires pour la sécurité des personnes et des biens.

Ces travaux seront réalisés sous la direction de l'homme de l'art qui produira une attestation de mise en sécurité, sur avis favorable d'un bureau de contrôle missionné pour la solidité des ouvrages et la sécurité des personnes..

Considérant que, dans le cadre de l'application de l'article L.511-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le Maire ne peut ordonner que les mesures provisoires nécessaires pour garantir la sécurité.

## ARRETONS

**Article 1** Le local commercial, la maison en fond de parcelle et l'appartement au premier étage de l'immeuble sis 4, rue de l'Olivier – 13005 MARSEILLE sont interdits à toute occupation et utilisation

Les fluides (eau, gaz, électricité) de ces locaux interdits d'occupation et d'utilisation doivent être neutralisés.

Ces fluides pourront être rétablis à la demande des copropriétaires afin que ceux-ci puissent réaliser les travaux demandés. Néanmoins, ils devront s'assurer sous leur seule responsabilité que la colonne montante soit dissociée de l'alimentation générale afin que le compteur général n'alimente plus locaux interdits de l'immeuble.

**Article 2** Les accès aux locaux interdits de l'immeuble (le local commercial, la maison en fond de parcelle et l'appartement du premier étage) doivent être immédiatement neutralisés par tous les moyens que jugeront utiles les copropriétaires. Ces accès ne seront réservés qu'aux seuls experts et professionnels chargés de la mise en sécurité.

**Article 3** Les copropriétaires doivent prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité publique, en faisant réaliser les travaux nécessaires d'urgence sur les désordres ci-dessus énoncés, sous **7 jours** à dater de la notification du présent arrêté notamment :

- Mise en œuvre du parfait confortement de l'étaielement existant mis en place, dans la perspective d'assurer la sécurité des acteurs de l'acte de construire en charges des mesures techniques.

- Une étude de structure du plancher du logement situé au premier étage et parois porteuses ou devenues telles en rez-de-chaussée. Cette étude est à compléter par une analyse globale de la structure de l'immeuble afin de diagnostiquer les mouvements

en cours et ainsi prendre toutes mesures conservatoires pour la sécurité des personnes et des biens.

**Article 4** Sur le rapport d'un homme de l'art (Architecte, Ingénieur, Bureau d'Études Techniques spécialisé, etc.) se prononçant sur la parfaite mise en œuvre des actions prescrites par la commune sur la base du rapport d'expertise sus visé, le Maire prendra acte de la réalisation des travaux de mise en sécurité.

La mainlevée ne sera prononcée qu'après réalisation des travaux mettant fin durablement à tout péril, préconisés dans un rapport établi par un homme de l'art qui devra attester de leur parfaite exécution.

**Article 5** A défaut pour les copropriétaires ou leurs ayants droit de respecter les injonctions du présent arrêté dans les délais prescrits, la commune pourra procéder d'office à la réalisation desdits travaux, à leurs frais.

La créance résultant de ces travaux est récupérable comme en matière de contributions directes.

**Article 6** Les copropriétaires doivent prendre immédiatement à leur charge l'hébergement des locataires, et ce, jusqu'à réintégration dans les lieux, après réalisation des travaux mettant fin durablement à tout péril. A défaut pour les copropriétaires d'avoir assuré cet hébergement provisoire (ou le relogement définitif), celui-ci sera assumé par la Ville de Marseille, aux frais des copropriétaires défaillants.

**Article 7** Les copropriétaires doivent informer immédiatement la **Direction de la Prévention et Gestion des Risques**, sise 40 avenue Roger Salengro, 13233 MARSEILLE CEDEX 20 (téléphone : 04 91 55 40 79, courriel : suivi-hebergement@marseille.fr), des offres d'hébergement faites aux locataires et des dates prévues d'occupation de ces logements temporaires (date d'entrée et durée prévisionnelle).

**Article 8** Le présent arrêté sera notifié contre pli sous signature au syndicat des copropriétaires pris en la personne [REDACTED]. Celui-ci le transmettra aux propriétaires ayant des obligations d'hébergement, ainsi qu'aux occupants des logements et locaux interdits d'occupation.

**Article 9** Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur et sur la porte de l'immeuble.


**Article 10** L'arrêté de péril grave et imminent à dire d'expert du 18 mars 2020 est abrogé.

**Article 11** Le présent arrêté sera transmis à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, à la Ville de Marseille, Service de la Mobilité Urbaine, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

**Article 12** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 13** Pour appliquer les interdictions prévues aux articles 1 et 3 du présent arrêté, la Ville de Marseille pourra recourir en tant que besoin, au concours de la force publique.

**Article 14** Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

  
Julien RUAS  
Monsieur Adjoint Délégué  
au Bataillon de Marins Pompiers et à la  
Prévention et la Gestion des Risques Urbains

Signé le : 23/3/2020

**ACTE REÇU LE**  
**23 MARS 2020**  
**PREFECTURE**  
**DES BOUCHES-DU-RHONE**